

problèmes

mercredi 23 novembre 2005 bimensuel n° 2.887

économiques

N° spécial

Les défis d'une Europe élargie

- L'assouplissement du Pacte de stabilité
- Le budget 2007-2013 dans l'impasse
- L'avenir incertain du modèle social européen
- L'Union européenne après l'élargissement
- Le difficile équilibre entre solidarité et croissance
- Comment sauver le processus de Lisbonne ?

problèmes n° 2.887 • N° spécial

économiques

La documentation Française

0013-9544(200511)2887:1-1

M 02299 - 2887 S - F : 6,50 €



DOM : 4,8 €, Grèce : 4,9 €, Maroc : 52 MAD, Tunisie : 7200 TMM

N° spécial

Les défis d'une Europe élargie

À la suite des résultats négatifs des **référendums** français et néerlandais – et l'**échec des négociations**, au cours du **Sommet de Bruxelles** de juin 2005, sur le **prochain cadre financier**, l'Europe est désormais plongée dans une **crise sérieuse**. Depuis quelques années déjà, il est vrai que l'Union est victime d'une réelle désaffection de la part de citoyens gagnés par un certain désenchantement quant à la voie empruntée par la construction européenne. Les **performances économiques médiocres** des pays de la **zone euro** alimentent indéniablement cette **morosité** : Philippe Marchat explique dans la *Revue du Trésor* que le **Pacte de stabilité et de croissance** (PSC) est aujourd'hui considéré comme l'instrument essentiel de la **politique économique et financière** de l'UE. Il revient notamment sur les circonstances qui ont conduit à son **assouplissement**. Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, la **concurrence fiscale** et l'état des **finances publiques** sont devenus des éléments essentiels de l'**attractivité du territoire**. Le PSC, en incitant les États membres à améliorer la qualité de leurs **dépenses publiques**, peut à cet égard être d'une grande utilité, comme le rappelle François Mouriaux dans le *Bulletin de la Banque de France*. L'**élargissement** de l'UE en 2004 à dix nouveaux États membres, issus pour huit d'entre eux d'Europe centrale et orientale, va entraîner un accroissement des **disparités régionales** et **sociales**, de nouvelles **inégalités territoriales** et l'aggravation de la **pauvreté** et de l'**exclusion sociale**. Marie Jouen montre, dans *Futuribles*, que face à ces problèmes cruciaux, la future **politique de cohésion européenne**, qui s'inscrit dans le cadre des **perspectives financières 2007-2013**, devrait jouer un rôle majeur. Aussi fait-elle l'objet d'**âpres discussions**, à un moment où les différents États membres ne partagent pas tous la même vision sur les **priorités budgétaires** de l'Union élargie.

Le processus de ratification du **traité constitutionnel** – qui avait comme objectif d'établir de nouveaux fondements **juridiques et politiques** pour permettre à l'Union européenne de fonctionner de façon satisfaisante à vingt-cinq – a été suspendu. J. Andrés Faiña revient, dans *Intereconomics*, sur les grandes **réalisations institutionnelles** qui ont été accomplies depuis les origines et analyse, à l'aune du fonctionnement actuel de l'UE, les raisons de son **impopularité**. Georges Spyropoulos estime, dans *Droit social* que certaines craintes concernant l'avenir du modèle social européen pourraient ne pas être totalement infondées. Le **dernier élargissement**, le plus important de l'histoire de l'UE, n'a pas été étranger à ce **sentiment d'anxiété** partagé par un grand nombre de citoyens. Jacky Fayolle esquisse, dans *Chronique internationale de l'IREs*, un bilan de la **situation économique et sociale** des nouveaux États membres, peu de temps après leur adhésion.

Revenant sur les évolutions économiques de l'Europe continentale depuis l'Après-guerre, Michel Deppler, dans *Finances et Développement*, remet en perspective la phase de **croissance faible** que traverse actuellement l'Union européenne. Il souligne que **deux traditions** de long terme marquent l'histoire économique d'une Europe à la recherche d'un **équilibre** délicat entre **solidarité** et **croissance** : l'une, qui met en avant la solidarité et l'équité et l'autre, qui privilégie la discipline financière et l'efficacité économique.

Jean Pisani-Ferry, dans *CES Ifo*, et Olivier Blanchard, dans *The Journal of Economic Perspectives*, s'interrogent enfin, chacun à sa manière, sur l'**avenir économique de l'Europe**, à travers une analyse des **réformes structurelles** déjà entreprises et celles encore nécessaires à mettre en œuvre, pour atteindre l'objectif fixé par la **stratégie de Lisbonne**, qui est de faire de l'Europe l'économie la plus **compétitive** et la **plus dynamique au monde** à l'horizon 2010.

